



CONFERENCE DE BONN SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES: JEUDI 23 OCTOBRE 2014

Le groupe de contact sur l'article 3 du GTSPD a procédé, tout au long de la journée à l'examen de l'axe de travail 1 (l'accord de 2015), plaçant l'accent sur les contributions intentionnelles déterminées au niveau national (CIDN). Une séance d'information sur la coopération et le soutien pour les préparatifs nationaux des CIDN a eu lieu à l'heure du déjeuner. L'après-midi a vu se dérouler une séance de suivi des réunions d'experts techniques (RET) consacrées à l'ouverture de possibilités d'atténuation à travers le déploiement de l'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique, l'amélioration de l'environnement urbain et de l'utilisation des terres durant la période avant 2020, et une réunion de bilan du GTSPD.

GROUPE DE CONTACT SUR L'ARTICLE 3 DU GTSPD

CIDN: Le co-président Kumarsingh a encouragé les parties à négocier, ajoutant que des questions importantes doivent être traitées avant d'arriver à une décision sur les CIDN à Lima

La REPUBLIQUE DE COREE, Sainte-Lucie, la CARICOM, la SUISSE et TONGA ont accueilli favorablement le projet de texte des coprésidents comme plate-forme de discussion. L'ÉQUATEUR et l'ALGÉRIE ont suggéré de négocier sur la base du document de salle de conférence (DSC) soumis par les pays en développement aux vues similaires (PDVS). L'AFRIQUE DU SUD a appelé à un référentiel au travail sur les éléments de l'accord 2015, dans la décision concernant les CIDN.

Nauru, au nom de l'AOSIS, a appelé à la soumission rapide des CIDN. Le JAPON s'est opposé à l'introduction de nouveaux délais.

La SUISSE et PALAU se sont opposés à une différenciation binaire entre les parties de l'annexe I et celles non visées à l'annexe I. La COLOMBIE a suggéré de faire référence à leurs capacités respectives. Le BRÉSIL, l'AFRIQUE DU SUD, la COLOMBIE, les ILES SALOMON, TRINIDAD ET TOBAGO et PALAU ont mis en garde contre un retour en arrière, le BRÉSIL suggérant une approche "concentrique" à la différenciation.

Le délégué de TRINITÉ-ET-TOBAGO a appelé à s'assurer d'une "spirale ascendante d'ambition" pour la réalisation de l'objectif de 2 ° C. La JORDANIE, la REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO et l'ALGÉRIE ont suggéré d'établir une distinction entre les CIDN des pays industrialisés et celles des pays en développement. L'IRAN, l'AOSIS, le NIGERIA et la JORDANIE ont exhorté les pays industrialisés à prendre les devants.

La REPUBLIQUE DE COREE a suggéré que les CIDN soient accompagnées de données sur les mesures d'atténuation applicables à toutes les parties, et des données supplémentaires rendant compte des circonstances nationales. Le GHANA, la REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO, la TANZANIE, la JORDANIE, le NIGERIA, TIMOR-LESTE,

l'ÉQUATEUR, le NICARAGUA, l'ALGÉRIE et le BRÉSIL ont indiqué que les CIDN devraient inclure l'atténuation, l'adaptation et les moyens de mise en œuvre (MME). Le SALVADOR a souhaité voir les CIDN des pays industrialisés inclure un financement public suffisant et prévisible.

La SUISSE et les ÉTATS-UNIS ont fait valoir que l'inclusion de l'adaptation dans les CIDN risquait de retarder leur soumission. TUVALU a demandé que l'adaptation soit traitée "convenablement" et que le thème des pertes et dommages soit intégré à l'accord. TIMOR-LESTE a suggéré que les PMA pourraient mettre en avant des contributions qualitatives en matière d'atténuation. La TANZANIE, CUBA, l'ALBA, et L'IRAN ont souligné le respect du mandat de Varsovie.

La CARICOM, les ÉTATS-UNIS, SINGAPOUR, les ILES COOK et la SUISSE, contrés par le SALVADOR, ont souhaité voir les CIDN être axées sur les mesures d'atténuation. La GAMBIE a souligné les co-avantages de l'atténuation et de l'adaptation. Le délégué des ILES SALOMON a déclaré que négocier les MME dans le cadre des CIDN renforcerait la confiance. TUVALU a souligné la nécessité d'établir un lien entre le "train express des CIDN d'atténuation" et le «train tous-arrêts de la finance».

L'AFRIQUE DU SUD, la COLOMBIE, l'AOSIS et TONGA ont souligné que le processus d'évaluation est la clé. TONGA a ajouté que les parties et les experts devraient être en mesure de demander des éclaircissements sur les CIDN, et le VENEZUELA a proposé une plate-forme de CIDN au processus de SDV. L'AOSIS a appelé à déterminer si l'ambition est bien en phase avec la limite de 1,5 ou 2 ° C. PALAU a souligné que l'examen du total des CIDN devrait permettre aux pays d'augmenter leur ambition.

Le SALVADOR et la CARICOM, contrés par le JAPON, ont suggéré au Secrétariat de rédiger un rapport d'évaluation de l'adéquation et de la transparence des CIDN. La COLOMBIE a suggéré que le Secrétariat compile et communique les CIDN, avec une évaluation par un organisme externe. L'ALGÉRIE a déclaré que le Secrétariat devrait compiler les CIDN des pays industrialisés et des pays en développement dans deux documents distincts. Le BRÉSIL a suggéré que les CIDN soient soumises de manière cyclique, dans le cadre de l'exercice de renforcement de l'ambition continue. La JORDANIE s'est opposée à une révision des CIDN.

La COLOMBIE, la CARICOM et la SUISSE, contrés par la TANZANIE, ont soutenu l'adoption d'une décision sur les CIDN à Lima.

Déplorant le "positionnement" des parties, le co-président Kumarsingh a suspendu la discussion, faisant état d'une absence de progrès significatifs sur les CIDN, malgré quelques propositions et la clarté sur certaines questions.

REUNION DE BILAN DU GTSPD

Le co-président de Runge-Metzger s'est félicité des échanges focalisés qui ont porté sur l'adaptation, le financement, l'axe de travail 2 et les CIDN. Il a énuméré les questions en suspens, et

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Alice Bisiaux, LL.M., Mari Luomi, Ph.D., Annalisa Savaresi, Ph.D., et Anna Schulz. Edition numérique: Brad Vincelette. Version française: Mongi Gadhoom. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Ministère des ressources pétrolières et minérales du Royaume d'Arabie Saoudite et Aramco. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe de l'ENB à la Conférence de Bonn sur le changement climatique - octobre 2014 - est joignable par courriel à l'adresse <alice@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

a informé que les co-présidents capteraient les vues sur l'axe de travail 2 et les CIDN dans de nouvelles versions des projets de décisions.

L'Australie, au nom du GROUPE PARAPLUIE, le Costa Rica, au nom de l'AILAC, l'UE, Sainte-Lucie, au nom de la CARICOM, et la GAMBIE, se sont félicités de l'orientation des co-présidents et de la transparence du processus. L'Égypte, au nom des PDVS, a suggéré de commencer le texte de négociation sur la base des DSC présentés lors de la réunion précédente du GTSPD, ajoutant que le mandat du GTSPD ne permet pas aux co-présidents d'introduire des textes.

La Bolivie, au nom du G-77/CHINE, a exprimé son inquiétude quant au manque de progrès dans la rédaction du texte, suggérant que les résultats de Lima du GTSPD soient construits par et fondés sur les observations fournies par les parties. La Suisse, au nom du GIE, a déclaré que les discussions ont été "lentes mais riches et profondes," citant un certain nombre de points de convergence. Le Népal, au nom des PMA, a déclaré que les discussions ont été utiles, encourageant la réalisation d'avancées sur le projet de décision sur les CIDN. L'UE a exprimé sa déception au sujet des retards accusés sur divers points de l'ordre du jour et a appelé à un texte plus concis sur les éléments de l'accord de 2015. L'AILAC et l'UE ont souligné l'existence de certains domaines consensuels, notamment sur l'adaptation et le renforcement des institutions existantes.

Au sujet des CIDN, les PDVS ont signalé que le mandat de Varsovie ne comprend pas l'idée de négocier en "cycles" les CIDN ou la notion de mesures d'atténuation à long terme. L'ARABIE SAOUDITE a suggéré que les CIDN soient délimitées par les circonstances nationales et que leur champ d'application soit décidé à Paris. Le Soudan, au nom du GROUPE AFRICAIN, a déclaré que les CIDN financières des pays industrialisés sont un livrable essentiel d'ici mars 2015.

S'agissant de l'axe de travail 2, le GROUPE PARAPLUIE a accueilli avec satisfaction les RET, tout en soulignant le travail qui reste à faire en vue de s'assurer qu'ils catalysent l'atténuation sur le terrain. L'UE a parlé d'une convergence de vue sur la façon de mener les RET avant et après 2015. Nauru, au nom de l'AOSIS, s'est réjoui de l'élaboration du texte sur l'axe de travail 2. Le porte-parole des PMA a souligné l'utilité des RET et a appelé les pays industrialisés à remplir leurs obligations relatives à l'avant 2020.

Au sujet de la voie à suivre, le GROUPE PARAPLUIE et l'UE ont appelé les coprésidents à élaborer de nouvelles versions des projets de décisions sur l'axe de travail 2 et la CIDN. Le GIE a invité les coprésidents à présenter une nouvelle version du texte sur les éléments de l'accord de Lima. Le GROUPE AFRICAIN a appelé à un résultat unique sur l'axe de travail 1, à Lima. L'UE a suggéré de traiter d'urgence les questions juridiques liées à l'accord. La CARICOM a appelé à discuter de la forme juridique de l'accord, du principe de non-retour en arrière et des mesures d'adaptation.

La REPUBLIQUE DOMINICAINE a souligné la soumission faite par 23 pays sur l'intégration de l'éducation et de la sensibilisation dans l'accord de 2015. Le SAINT-SIEGE a déclaré qu'il a un impératif moral d'agir pour protéger le climat, qui est un bien public mondial. Le PÉROU a mis en garde les délégués que le temps est compté et a appelé à une volonté de construire une base solide à Lima.

Divers pays ont appuyé la tenue d'une réunion supplémentaire avant avril 2015 et une autre, au cours de la deuxième partie de l'année.

Juan Hoffmaister, Bolivie, a rendu compte des discussions constructives qui ont eu lieu dans les concertations informelles sur l'adaptation et qui ont mis l'accent sur l'objectif global, prenant note de la demande, par les parties, de les poursuivre jusqu'à la fin de la réunion.

Le co-président Runge-Metzger a conclu en soulignant: l'accord sur la tenue de deux réunions du GTSPD en 2015, dont une en février prochain; que le document officiel des coprésidents sera rationalisé; l'absence de consensus sur la négociation avec le texte affiché sur écran; et la nécessité de travailler plus efficacement et de passer à la négociations de textes.

LES RET

Halldor Thorgeirsson, Secrétaire de la CCNUCC, a modéré une séance d'information des organisations et institutions de soutien impliquées dans les RET.

L'Agence internationale de l'énergie, l'Agence internationale de l'énergie renouvelable, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Université technique de 'Denmark Partnership', l'Énergie durable pour tous, et le Partenariat sur le développement durable, le transport à faible émission de carbone ont fait état d'avancées dans l'accélération des mesures relatives à l'efficacité énergétique, aux énergies renouvelables et dans le secteur des transports, mettant en relief: les possibilités de soutien; les partenariats public-privé; et les approches systémiques. Les délégués ont demandé des éclaircissements sur, entre autres: l'amélioration de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables dans les pays industrialisés; la tenue d'une RET sur les transports; et la poursuite du soutien aux programmes d'efficacité énergétique dans les pays en développement.

ICLEI – Collectivités locales pour la durabilité, la Banque mondiale et ONU-Habitat ont fait état des progrès accomplis dans les mesures en faveur des villes, dont, notamment: le lancement du Pacte des maires lors du sommet climatique de l'ONU; des plans d'atténuation et d'adaptation des milieux urbains; et le soutien financier. Les délégués ont débattu: des conditions imposées aux pays en développement par les institutions financières; de la nécessité d'établir une distinction entre l'investissement "vert" et l'investissement "brun"; et d'une vision pour l'accord 2015.

Le Fonds vert pour le climat (FVC) et le Fonds pour l'environnement mondial ont parlé de la façon dont ils peuvent contribuer à accroître l'ambition pour l'avant 2020, le FVC soulignant l'importance de la première séance consacrée aux annonces de contributions en novembre 2014 et ont appelé les parties à y apporter leur contribution. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et la Banque mondiale ont parlé d'une variété de nouvelles initiatives découlant du Sommet de l'ONU sur le climat, dont, notamment, la Déclaration de New York sur les forêts. Ils ont souligné que les RET offraient la possibilité d'élaborer des initiatives, de décrire le travail qui se déroule sur le terrain et d'identifier les défis qui doivent être relevés pour aller de l'avant.

Le Comité exécutif de la technologie (CET) et le Climate Technology Centre and Network a examiné la manière dont leur travail répond aux avis des RET, en particulier dans le domaine de l'efficacité énergétique, le CET mettant en exergue la nécessité d'orientations claires de la part des parties.

DANS LES COULOIRS

La balise mi-chemin de la GTSPD 2-6 dépassée, les pensées des délégués se sont tournées aux progrès réalisés jusque là: question de savoir si des points de convergence ont émergé et si les discussions progressent suffisamment vite. Bien que certains aient souligné l'utilité des discussions, la longue liste des questions qui restent encore à résoudre d'ici samedi soir a laissé beaucoup à se demander, comme l'a formulé le co-président du GTSPD, Kumarsingh en doute, si les parties "savent ce qu'elles font" et "ce qu'elles veulent réaliser".

Un domaine où la divergence est apparue clairement est celui des CIDN. Alors que la plupart des délégués convenaient que le monde a changé depuis l'adoption de la Convention, les interprétations de ce que cela signifiait étaient situées sur un large spectre, allant de ce que certains étiquetaient "taille unique" à des approches de "bifurcation".

Dans le même temps, un certain nombre de parties ont fait des efforts explicites pour amener les bords opposés à se rapprocher. Une suggestion avancée par le Brésil pour une différenciation "concentrique" a créé un petit buzz, beaucoup manifestant un intérêt à explorer les voies et moyens de la rendre opérationnelle. La séance d'information sur les activités de coopération pour le renforcement des capacités en matière d'élaboration des CIDN a également été saluée par beaucoup comme un espace utile pour l'échange d'informations.

Reste que dans l'ensemble, ni les longues ombres automnales qui accompagnent les délégués sur leur chemin aux réunions de coordination nocturnes, ni même la fête de la lumière, Diwali, célébrée jeudi, n'ont été, comme l'a formulé le co-président Kumarsingh, capables d'alléger l'humeur, et certains avaient déjà l'esprit tourné vers le printemps de Lima pour "éclairer leurs idées".